

autant que possible. Veuillez vous référer à nos opinions précédemment publiées et écrites à l'encre sur la beauté et la laideur des « privilèges » historiquement « onéreux » (littéralement investis par feu Margaret Thatcher) de notre système économique qui a certes parcouru un long chemin, au fil du temps.

❶ Le Budget ne met plus d'emphasis sur la création de nouveaux pôles économiques. Que faut-il en déduire ?

Chez ANNEAU, nous avons été parmi les premiers sociétés de services financiers à souligner ce besoin essentiel de réformes structurelles socio-politico-économiques pour le pays, depuis plusieurs années. Nous constatons maintenant que même le FMI commence à souligner le besoin crucial de réformes à cette étape importante de notre développement socio-économique. Parmi ces réformes, on note la consolidation budgétaire, la réforme de notre système de retraite, la nécessité d'augmenter les recettes fiscales et de réduire notre endettement sans nuire à la croissance économique. Le FMI insiste également sur une plus grande efficacité de la politique monétaire, des mesures structurelles et de l'engagement de notre lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Les déductions doivent être empiriques, car les chiffres ne mentent pas. Nous avons cruellement besoin de réformes structurelles, mais aussi fiscales.

❷ De nombreuses mesures en faveur de l'environnement sont amorcées. Que faut-il pour qu'elles s'inscrivent concrètement dans le programme de l'ONU sur les objectifs de développement durable ?

Il faut des progrès réels sur les sujets présentés en premier et des résultats qui peuvent être testés empiriquement, audités et approuvés par l'ONU, pour que nous puissions obtenir les certifications pertinentes. En substance, le respect de l'ensemble des 17 objectifs de développement durable (« ODD ») désignés.

❸ La question de la prolifération des drogues ne semble pas avoir été au premier plan de ce Budget, alors que c'est un enjeu national. Est-ce que cela vous parle ?

En tant qu'entrepreneur,

« (...) Il est crucial que le pays essaie de maintenir un équilibre dans ses politiques publiques orientées vers le socialisme et l'impact psychosociologique sous-jacent de celles-ci. »



fiel patriote et citoyen, oui, mais aussi comme investisseur. Pourtant, parmi tant d'autres, j'ai tendance à me concentrer sur les fondamentaux de la socio-macroéconomie. C'est là que nous pensons que les réformes socio-politico-économiques finiront par être utiles. L'abus de drogue, en particulier chez les jeunes, relève d'un phénomène mondial, qui n'est pas nécessairement strictement national et qui doit donc être abordé dans ce contexte.

❹ Fallait-il un Budget qui s'attaque aux attentes de l'heure et en prévision des attentes de nature « électorales » ?

La politique publique implique que les citoyens fassent confiance aux décideurs politiques pour qu'ils fassent des choix « judicieux » pour eux-mêmes dans le cycle socio-économique actuel (budgétisation à court terme) et pour leurs générations futures (budgétisation à long terme). Nos finances publiques doivent être gérées judicieusement et d'une manière financièrement et fiduciairement responsable. C'est simple.

De mon point de vue personnel de patriote, il est crucial que le pays essaie de maintenir un équilibre dans ses politiques publiques orientées vers le socialisme et l'impact psychosociologique sous-jacent

de celles-ci. Pensez à la culture psychosociologique en France et à la manière dont le socialisme a influencé la croissance économique du pays au cours des trois dernières décennies par rapport à l'Allemagne. Vous comprendrez alors comment ces politiques ont limité, ou non, la croissance économique.

Si plus de 50 ou 55 % du budget de notre pays était consacré à des activités sociales, cela aboutirait à une société socialiste. Cette situation provoquerait une adoption culturelle psychosociologique socialisée enracinée et une migration de la culture au sein de notre peuple au fil du temps. Je ne suis pas sûr que ce soit la bonne direction pour notre beau pays !

❺ Quel fil conducteur - s'il y en a un - y voyez-vous ?

Je pense que le Budget est ce qu'il est au cours d'une année électorale. L'introduction d'un permis d'occupation d'expert de 30 ans pour attirer des talents étrangers dans les domaines de la gestion de patrimoine, du « family office », entre autres, est très positive pour remédier aux pénuries de compétences dans le secteur financier, par exemple.

La Fondation pour la création d'un nouveau cadre pour la négociation secondaire des obligations d'État à la Bourse de Maurice devrait contribuer énormément à l'approfondissement des marchés de capitaux de la juridiction. Nous ne sommes pas en mesure d'apprécier le projet actuellement insistant pour développer Maurice en tant que hub régional fintech, car les détails restent indisponibles. La révision des régimes des fonds, des actifs et des gestionnaires

implique que le client de la banque peut plausiblement passer d'une banque à l'autre en transférant simplement son numéro de compte bancaire et sans avoir à ouvrir un nouveau compte dans une autre banque.

L'un des points les plus importants concerne l'exploration tardive de la signature d'un accord de partenariat stratégique avec l'Inde et les pays africains, dont notre juridiction financière a cruellement besoin. Toutefois, il est à noter que cette exploration de la signature ne reste malheureusement qu'une annonce et une ratification effective, et pour nous, les signatures seront la preuve du gâteau. Ce qui est important, c'est : « Qu'il ira le ballon, pas où il a été ».

❻ De nombreuses personnes interrogées font valoir que les augmentations contenues dans ce Budget - pensions et salaires - seront rapidement absorbées par les prix en hausse des denrées de consommation courante. Vos commentaires ?

Je réitère que ce budget tactique sera inévitablement de nature inflationniste. À cela, s'ajoute la vitesse accrue de l'offre de monnaie au cours d'une année électorale et une monnaie plus faible. Nous avons revu à la hausse nos attentes inflationnistes pour le deuxième semestre, vers, vraisemblablement, la barre des 7,25 % ou plus.

« Le Budget est ce qu'il est au cours d'une année électorale. »

Amit Bakhirta, CEO ET FONDATEUR D'ANNEAU :

« Nous sommes devenus un pays 'socialiste' »

Un Budget « tactique » : c'est ainsi que le CEO et fondateur de la société financière ANNEAU qualifie les mesures présentées pour l'exercice 2024-25. Selon Amit Bakhirta, en cette année électorale, le gouvernement a envisagé des mesures budgétaires « socialistes » visant à approfondir davantage le clou tactique. Toutefois, il prévient qu'« il n'y a pas de repas gratuit ».

PROPOS RECUEILLIS PAR
PRADEEP K. DABY
pdaby@defimedia.info

❶ Quelles sont les premières impressions que vous inspire ce Budget ? A-t-il pris en ligne de compte les attentes de la population ?

Un Budget « tactique » nous attendons chez ANNEAU et quel budget purement tactique ? Nous avons été servis !

Essentiellement, il est très difficile d'assurer une boucle de rétroaction généralisée pour l'ensemble de la population : par définition de celui-ci. Compte tenu de la nature socialiste et gauchiste du Budget, nous pensons qu'il aurait effectivement répondu à leurs attentes (d'une manière générale).

Cependant, elles comprennent tout de la définition de la « popula », je pense qu'avec le prélèvement supplémentaire de responsabilité climatique des entreprises (« CCR »), nous ne sommes pas sûrs que la réforme budgétaire des entreprises intervienne au même moment. Le fait est que l'empreinte carbone de Maurice est marginale. Il reste à déterminer si cette réforme était attendue ou non. « Il n'y a pas de repas gratuit ».

❷ Est-ce qu'il y a des motifs de croire à un Budget « électoraliste » ?

À notre humble avis, il serait terriblement intelligent de la part d'un gouvernement au pouvoir de ne pas envisager des mesures budgétaires socialistes. Ces mesures viseraient à renforcer le clou tactique d'un point de vue stratégique en cette année électorale. Plus important encore, la population a collectivement subi un taux de paupérisation sans précédent depuis les cinq dernières années. Cela résulte d'une dépréciation et d'évaluation catastrophique de



« Compte tenu de la nature socialiste et gauchiste du Budget, nous pensons qu'il aurait effectivement répondu à leurs attentes (d'une manière générale). »

la monnaie ainsi que d'une perte accumulée de pouvoir d'achat due à une inflation couteuse. Il est donc essentiel de soutenir le peuple, en particulier les plus vulnérables.

Nous avons tendance chez ANNEAU à distinguer le court « termisme » du long « termisme » en matière de budgétisation et de stratégies de finances publiques. À moyen et long terme, la pérennité de l'État souverain et de ses politiques publiques est d'une extrême importance. C'est là qu'intervient la notion de budgétisation « responsable ».

Encore une fois, nous ne voyons pas d'utilité de remettre en question la structure budgétaire aujourd'hui. Environ 50 % du budget de notre

pays (soit Rs 100 milliards de dépenses) est déjà consacré aux pensions de vieillesse, aux subventions, aux allocations et aux prestations sociales. Du point de vue du budget public, nous sommes devenus un pays « socialiste ».

❸ Ce Budget traite-t-il la question de la dette et, en général, quels sont ses manquements ?

Encore une fois, je ne sais pas qui se serait (ou aurait dû) attendu à des plans structurels ou de restructuration de la dette au cours d'une année électorale ! Pas directement, car l'amortissement de notre dette publique nationale, comme le recommande fortement le Fonds Monétaire International

(FMI), n'est pas dans les plans proposés. Au contraire... Compte tenu de l'explosion du déficit budgétaire et des dépenses en capital, il est probable que celui-ci s'orientera vers une hausse nominale. Même si le prélèvement supplémentaire de 2 % du CCR pourrait renforcer les recettes fiscales dans une certaine mesure, cela ne suffira pas à amortir matériellement notre dette. La question de la dette doit toujours être considérée parallèlement aux coûts et avantages qualitatifs et quantitatifs pour la société et l'entreprise. La variable primordiale sous-jacente, étant la productivité et la compétitivité économique.

❹ La question de la

« Nous avons cruellement besoin de réformes structurelles, mais aussi fiscales. »

productivité a souvent été posée par le patronat durant les consultations pré-budgétaires. Est-ce que ce Budget y apporte-t-il une réponse ?

Pas nécessairement directement, car le budget proposé actuellement sera de nature inflationniste. Il sera probablement soutenu par une rumeur mauricienne encore plus fautive de manière durable, ainsi que par des coûts salariaux plus élevés dans l'ensemble de l'économie. Cela diminuera « de facto » la productivité économique par unité et exercera une pression supplémentaire sur les bénéfices et les marges de rentabilité des entreprises.

L'introduction d'un permis d'occupation de 10 ans pour certains talents étrangers, les modifications de la loi sur les droits des travailleurs et d'autres mesures visant à atténuer la pénurie de main-d'œuvre et à améliorer le recrutement à l'étranger sont des points positifs. La transition progressive vers la numérisation (dont l'intelligence artificielle, entre autres) est également bénéfique. Cependant, ces mesures sont encore idéalistes et embryonnaires, et ne suffisent pas, à ce stade, à contrer les énormes pressions négatives exercées au fil des années sur la productivité et la rapidité des augmentations de salaire dans l'économie sous-jacente.

❺ Business Mauritius a bien accueilli ce Budget. Serait-ce une indication que le patronat lui-même y trouve son compte ?

La plupart du temps, dans la vie, il faut éviter les généralisations et les extrapolations non empiriques.

« [...] l'amortissement de notre dette publique nationale, comme le recommande fortement le Fonds Monétaire International, n'est pas dans les plans proposés. »